

## COMMUNIQUE DE PRESSE

# Une vague citoyenne pour sortir du « tout-pesticide »

**La pétition lancée par Éléonore Pattery contre la loi Duplomb a provoqué un véritable séisme politique : en seulement quelques jours, près de 2 millions de citoyens l'ont signée sur le site de l'Assemblée nationale. Cet engagement inédit témoigne d'une prise de conscience grandissante face au danger des pesticides et aux dérives de l'agro-industrie. Un événement qui peut faire bouger les lignes.**

### **Un combat qui vient de loin et qui aujourd'hui s'amplifie.**

En 2016, des salariés victimes des pesticides de la coopérative Nutrëa-Triskalia (devenue aujourd'hui Eureden) avaient déjà alerté l'opinion avec la pétition "[Empoisonnés par des pesticides, nous sommes tous concernés](#)", qui avait rassemblé plus de 80 000 signatures en quelques semaines.

L'affaire a également un volet pénal : les victimes de la coopérative Nutrëa-Triskalia attendent que la Chambre d'instruction pénale de la Cour d'Appel de Rennes statue sur la plainte qu'ils ont déposée.

Leur action avait conduit la Commission européenne à diligenter deux audits, pointant les défaillances françaises dans l'application des directives relatives à l'utilisation des pesticides et à la protection des utilisateurs. Preuve de la persistance du problème, le 7 avril dernier, la commission des pétitions du Parlement européen a décidé de maintenir ouverte [cette affaire](#), neuf ans après son dépôt.

### **Le gouvernement va-t-il rester aux ordres de l'agrobusiness ?**

Dans le contexte actuel, la gestion des questions environnementales apparaît de plus en plus sous la coupe d'une FNSEA arc-boutée sur l'agro-chimie, tandis que les alertes de la communauté scientifique et des ministres concernés sont largement ignorées. L'agriculture biologique s'essouffle, les régressions environnementales s'accumulent, et les victimes des pesticides se multiplient, qu'ils soient agriculteurs, riverains ou enfants.

Face à cette fuite en avant incarnée par la loi Duplomb, la mobilisation citoyenne prend l'allure d'une véritable résistance. Chaque minute, de nouveaux signataires affirment qu'il n'est plus possible de poursuivre sur cette voie. La pétition est un appel à l'intelligence collective et à la responsabilité des pouvoirs publics. Nos gouvernants entendront-ils enfin la voix de millions de citoyens qui refusent de choisir entre agriculture et santé publique ? Ou persisteront-ils à accepter des débats parlementaires.... à condition qu'ils ne modifient pas le texte initial ?

**Cette mobilisation marquera un tournant. Il est désormais urgent d'ouvrir la voie à des solutions alternatives, de sortir du tout-pesticide, et de placer la santé, l'environnement et le climat au cœur de notre modèle agricole.**

Le 16 juillet dernier à Bruxelles ont été rendus les premiers arbitrages budgétaires de la PAC, c'est donc le moment pour nous d'exiger une réorientation des aides publiques qui permettent de soutenir l'agriculture paysanne respectueuse de la santé humaine et de la biodiversité et de sortir du modèle mortifère de l'agriculture industrielle, chimique et productiviste.

**Contacts :**

Serge Le Quéau - Union régionale Solidaires de Bretagne : 06 80 95 85 17

René Louail - Comité de soutien des victimes des pesticides de Triskalia : 06 72 84 87 92

Henri Busnel- Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest : 06 71 11 06 90